Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières

Niger - Région de Tillabéri

Novembre 2019

Aperçu de la situation

Contexte

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la criminalité et de la montée des tensions entre les communautés[1]. L'intensification de la crise dans la zone frontalière depuis 2018 a causé le déplacement de plus de 78 000 personnes déplacées internes (PDI)[2] et plus de 42 000 réfugiés[3] dans les régions de Tillabéri et de Tahoua. Ces déplacements intensifient les besoins humanitaires des populations hôtes et déplacées dans plusieurs secteurs, y compris la protection, la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA), les abris, la protection et l'éducation. La situation sécuritaire se dégrade, combinée à d'autres facteurs tels que le mauvais état des infrastructures, les limitations de circulation liées à l'état d'urgence déclaré dans les départements affectés par l'insécurité, les déplacements de population et l'accès humanitaire fortement restreint[1]. Afin de combler le manque d'information sur la sévérité des besoins et de renseigner les partenaires humanitaires, REACH a démarré un suivi des besoins humanitaires multisectoriels dans cette zone frontalière, plus précisément dans les régions de Tillabéri (Niger), Mopti (Mali), Sahel et Centre-Nord (Burkina Faso)[4].

Méthodologie

La méthodologie employée par REACH afin de collecter des informations dans la zone Trois Frontières est la méthodologie dite "Zone de Connaissance / Area of Knowledge". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées concernent les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec 365 informateurs clés (IC), et agrégées au niveau du département et de la région. Concernant les informations précisées au niveau de chaque département, les données sont présentées lorsqu'au moins 4,5% des localités du département ont été évaluées. Ce seuil sera augmenté à 5% dans la phase post-pilote. Ces IC ont été séléctionnés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités situées dans les départements de la région de Tillabéri. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été aggrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. En parallèle aux informations fournies par les IC, 12 groupes de discussion ont été réalisés dans la région de Tillabéri avec des IC et des populations déplacées afin d'approfondir les informations relatives aux déplacements et aux besoins humanitaires multisectoriels[5]. Puisque la méthodologie de collecte repose sur les réponses d'IC, les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs de la situation. Cet aperçu de la situation présente les résultats du pilote de cette évaluation dans la région de Tillabéri conduit entre le 11 et le 29 novembre 2019.

[1] REACH. Analyse préliminaire de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Octobre 2019
[2] Cluster protection. Statistiques des personnes déplacées internes dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa. Août 2019
[3] Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Portail opérationnel crise réfugiés, population réfugiée au Niger. Chiffres du 31 octobre 2019. https://data2.unhcr.org/fr/country/ner
[4] La couverture géographique réalisée de cette évaluation est susceptible d'augmenter après la phase pilote (novembre - décembre 2019).

Couverture géographique

Carte des localités évaluées dans la région de Tillabéri

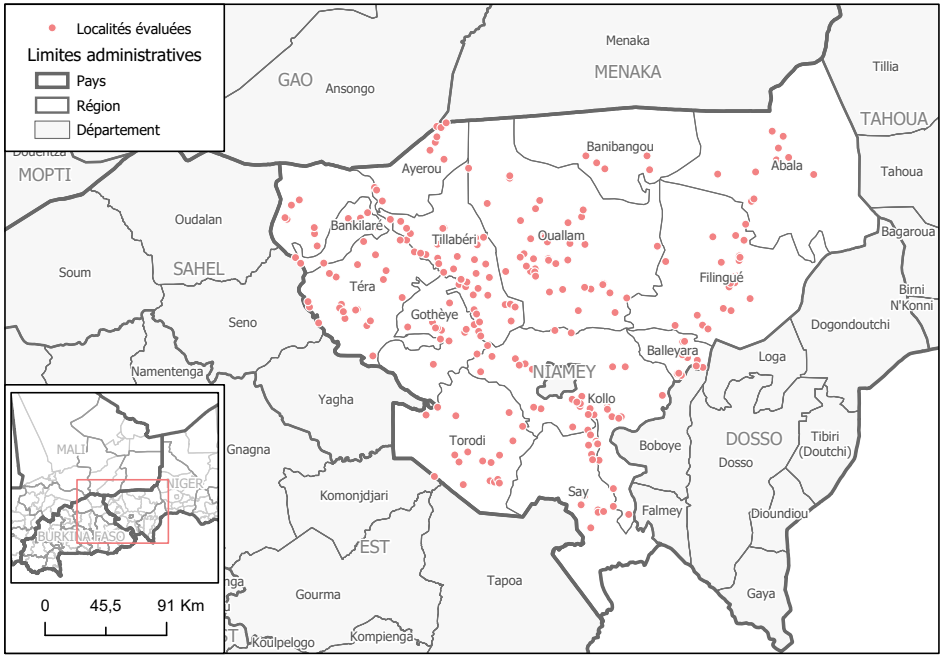


Tableau de couverture

Départements évalués	# total de localités[1]	# de localités évaluées	Couverture
Abala	311	13	4,2%
Ayerou	177	11	6,2%
Balleyara	203	11	5,4%
Banibangou	152	7	4,6%
Bankilare	171	13	7,6%
Filingue	648	22	3,4%
Gotheye	456	19	4,2%
Kollo	818	39	4,8%
Ouallam	1072	45	4,2%
Say	387	15	3,9%
Téra	694	30	4,3%
Tillabéri	579	42	7,3%
Torodi	369	19	5,1%
Total région	6 037	286	4,7%

[5] Deux types de groupes de discussion distincts ont été réalisés : des groupes de discussion liés à la cartographie des déplacements (routes prises, axes de déplacement) ainsi que des groupes de discussion sur les besoins humanitaires multisectoriels. Ils ont été réalisés à Tillabéri Ville et à Niamey avec des IC et des populations déplacées des communes de Ouallam, Ayerou et d'Inates. Chaque groupe de discussion était constitué de 4 à 8 participants.

Résultat clés

Population et déplacements

- L'arrivée de PDI au cours des trois derniers mois a été rapportée par les IC dans 3% des localités évaluées.
- Les préoccupations sécuritaires (sentiment d'insécurité, violence de la part des groupes armés) ont été rapportées par les IC comme la principale raison à l'origine des déplacements de populations.

Sécurité alimentaire

- Selon les IC, dans 70% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas eu accès à suffisamment de nourriture au cours du dernier mois précédant la collecte.
- Les principales stratégies d'adaptation rapportées par les IC pour faire face à un manque de nourriture sont la diminution de la quantité consommée pendant les repas et la consommation d'aliments moins préférés et moins chers.

Moyens de subsistance

- Dans 26% des localités évaluées, la majorité de la population n'a pas eu accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois, selon les IC.
- Le manque de terres cultivables et l'insécurité sont les facteurs les plus cités par les IC pour expliquer l'accès limité aux moyens de subsistance.
- L'agriculture pour consommation personnelle et l'élevage sont les deux activités de subsistance ayant été le plus perturbées au cours du dernier mois selon les IC.

Eau, hygiène et assainissement

- Dans 21% des localités évaluées la majeure partie de la popuation n'avait pas accès à un point d'eau amélioré à distance de marche[6] au cours du dernier mois, selon les IC.
- L'insécurité est un des facteurs, selon les IC, expliquant l'accès limité de la majorité de la population à son point d'eau préféré au cours du dernier mois.
- La majorité de la population n'utilisait pas des latrines au cours du dernier mois dans 60% des localités évaluées, selon les IC.

Abris et biens non alimentaires

- Selon les IC, dans 37% des localités évaluées dans lesquelles les PDI sont présents, la majorité disposait d'un abri précaire[7] au cours du dernier mois. Les proportions les plus élevées sont dans les départements de Banibangou et d'Ayerou.
- Des abris ont été détruits au cours du dernier mois dans 24% des localitées évaluées. Selon les IC, les inondations ont été le principal facteur de destruction dans 82% des localités évaluées.

Santé et nutrition

- Selon les IC, dans 23% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé à distance de marche[6] au cours du dernier mois.
- Le principal problème de santé ayant affecté la majeure partie de la population au cours du dernier mois était selon les IC, le paludisme, rapporté dans 87% des localités évaluées.

Education

- Dans 12% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours du dernier mois selon les IC.
- Les départements de Banibangou et de Bankilare avaient les plus grandes proportion de localités évaluées dans lesquelles au moins la moitié des filles/garçons n'étaient pas scolarisés au cours du dernier mois selon les IC.

Protection

- Dans 34% des localités évaluées, la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours du dernier mois. La proportion de localités était la plus élevée dans le département d'Ayerou (82%).
- La peur des violences perpétrées par les groupes armés constituait, selon les IC, la principale préoccupation pour les hommes, les femmes et les garçons au cours du dernier mois. Quant aux filles, c'était le mariage précoce.

Communication

- En raison de la mauvaise couverture du réseau mobile, la principale source d'information était la radio dans 60% des localités évaluées au cours du dernier mois.
- Selon les IC, dans 27% des localités évaluées, la majeure partie de la population n'avait pas eu accès à suffisamment d'information sur l'accès à l'aide humanitaire au cours du dernier mois et cette proportion était plus élevée dans le département d'Ayerou (73%).

Assistance humanitaire

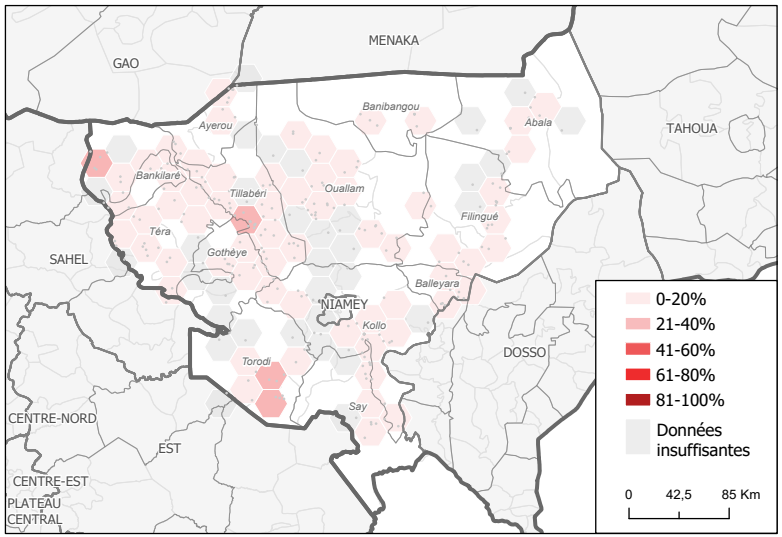
- La sécurité alimentaire a été rapportée par les IC comme secteur d'intervention prioritaire dans la majorité des localités évaluées au cours du dernier mois.
- Au vu des résultats, la majorité de la population, dans les localités évaluées, avait aussi des besoins importants dans les secteurs de l'EHA, la santé et la protection.

[6] La distance de marche est laissée à la discrétion des informateurs clés.
[7] Abri précaire : tente d'urgence, tente de fortune, structure en paille, bâtiment communautaire.

Population et déplacements

Les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des trois derniers mois[8] dans **3%** des localités évaluées. Aucun IC des localités n'a rapporté l'arrivée de réfugiés entre septembre et novembre 2019. Concernant l'arrivée des PDI, la proportion de localités est plus élevée dans les départements de Torodi **(67%)** et d'Ayerou **(50%)**.

Pourcentage de localités évaluées rapportant l'arrivée de PDI et/ou de réfugiés au cours des trois dernier mois :



- La région de Tillaberi a accueilli 55 030 PDI et plus de 33 091 réfugiés à partir d'Août 2019[9]. Selon les données collectées, dans 3% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'arrivée de PDI, les principaux départements qui ont accueilli les PDI déplacées au cours des trois derniers mois étaient Torodi et Ayerou.
- Selon les IC, les déplacés viennent des départements de Ouallam dans 42% des localités évaluées, ensuite d'Ayerou (21%) et de Torodi (16%). Les réfugiés quant à eux viennent principalement du Mali, des cercles de Menaka et d'Asongo. Afin d'arriver sur les lieux d'accueil, selon les participants aux groupes de discussion, les populations utilisent les axes routiers principaux. Ils se déplacent à pied ou grâce à des charettes tirées pas des ânes. Ceux qui ont le plus de moyens utilisent les transports en commun. Certaines populations vont même jusqu'à s'endetter auprès des commerçants de leur localité pour pouvoir se déplacer en transports en commun.
- Pour les PDI, tout comme les réfugiés, la raison principale des déplacements sont majoritairement réalisés à cause de l'insécurité sur les lieux d'origine. Les IC ont indiqué que les PDI (dans 47% des localités évaluées) et les réfugiés (dans 80% des localités évaluées) étaient majoritairement victimes de violences et/ou ressentaient un sentiment d'insécurité. Les données récoltées indiquent que les PDI se rendent dans des localités proches de leur lieu d'origine, dans un lieu qui leur semble sécurisé, à proximité de leurs proches mais aussi des marchés. De plus, les populations déjà déplacées ont indiqué que leur intention de retour était conditionnée à l'amélioration de la situation sécuritaire au sein de leurs localités d'origine.
- Deux raisons principales ont été rapportées par les IC pour expliquer qu'une partie de la communauté locale ne se soit pas encore déplacée des localités : premièrement, dans 50% des localités évaluées, la communauté locale n'avait aucune raison de partir, avec de fortes proportions dans les départements de Tillabéri (67%) et de Balleyara (64%) ; et deuxièmement, dans 42% des localités évaluées, la communauté locale ne voulait pas partir, majoritairement dans le département de Banibangou (86%).

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de ces groupes au cours du dernier mois[10] :

Personnes non déplacées	100%
PDI	7%
Réfugiés	2%
Retournés[11]	0%
Rapatriés[11]	0%

Principaux départements/cercles[12] d'origine des PDI et des réfugiés par proportion de localités dans lesquelles les IC rapportent leur présence au cours du dernier mois :

	PDI		Réfugiés	
1	Ouallam	42%	Menaka	40%
2	Ayerou	21%	Ansongo	20%
3	Torodi	16%		
4	Tillaberi	11%		
5	Banibangou	5%		

4 raisons les plus souvent citées par les IC pour expliquer le départ de PDI de leur localité d'origine au cours du dernier mois par proportion de localités :

Violence dans la localité de départ	47%
Déplacement préventif	37%
Insécurité alimentaire	11%
Ne sait pas	5%

2 raisons les plus souvent citées par les IC pour expliquer la présence de réfugiés dans les localités au cours du dernier mois par proportion de localités :

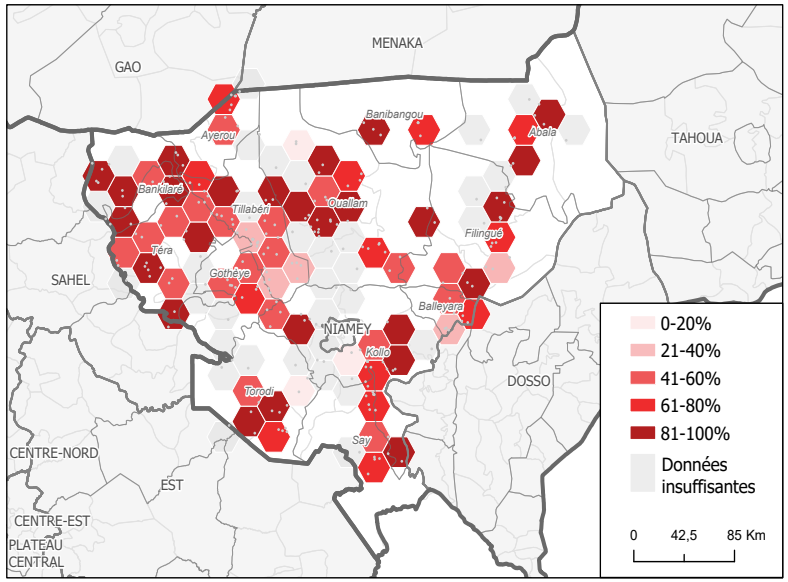
Violence dans la localité de départ	80%
Pas de consensus	20%

[8] Dans tout cet aperçu, le dernier mois renvoie au mois ayant précédé la collecte de données.
[9] Cluster Protection - Août 2019.
[10] Les IC avaient la possibilité de choisir toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.
[11] Les retournés sont des personnes auparavant déplacées dans leur pays d'origine et qui sont désormais retournées dans leur localité d'origine. Les rapatriés sont des personnes auparavant déplacées dans un pays autre que leur pays d'origine et qui sont désormais retournées dans leur localité d'origine.
[12] Les cercles correspondent à l'unité administrative 2 au Mali (équivalente au département au Niger).

Sécurité alimentaire

Les IC ont rapporté que dans 70% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans le département de Banibangou (86%) et plus faible dans le département de Tillaberi (50%).

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du dernier mois :



- L'agriculture sous pluie pour consommation personnelle est la principale source de nourriture, dans 85% des localités évaluées selon les IC. Par conséquent, la population est largement impactée par les aléas climatiques. En effet, selon les IC, les principales raisons pour lesquelles la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du dernier mois a été le manque de pluie qui a réduit la dernière récolte (dans 54% des localités évaluées) et la saison de culture qui a été trop courte (dans 25% des localités évaluées).
- Afin de faire face au manque de nourriture et pour que cette dernière dure plus longtemps, les IC ont indiqué que la majorité de la population avaient 3 principales stratégies d'adaptation: diminuer la quantité consommée pendant les repas (dans 72% des localités évaluées), consommer des aliments moins préférés et moins chers (58%) et diminuer le nombre de repas par jour (48%). Au vu des résultats, dans la majorité des localités évaluées, deux repas par jour étaient consommés par la majorité des adultes au cours du dernier mois, souvent complétés avec de la boule de mil pendant la journée. La majorité des personnes de plus de 24 mois, dans 7% des localités évaluées, ne mangeait qu'un repas par jour, avec les plus fortes proportions dans les départements de Bankilare (15%) et de Tillabéri (14%). Les effets de la crise alimentaire[13] sont visibles sur la perception de la faim. Si dans 45% des localités évaluées, la faim a été rapporté comme faible au cours du dernier mois, les IC ont indiqué que la faim était sévère dans 19% des localités évaluées. Le département d'Ayerou a, selon les IC, la plus haute proportion de localités évaluées (45%) où la faim a été rapportée comme sévère.
- Les populations ont également différentes stratégies d'adaptation pour trouver de nouvelles sources de nourritures. Au vu des résultats, la majorité de la population dans 63% des localités évaluées, vend du bétail quand elle en a. La majorité de la population emprunte également de l'argent à des proches ou à des magasins dans 49% des localités évaluées, et enfin, la majorité de la population emprunte de la nourriture à des proches et à des voisins dans 44% des localités évaluées.
- Selon les IC, la majorité de la population avait accès à un marché à distance de marche au cours du dernier mois dans 79% des localités évaluées. Au niveau des marchés, le prix des céréales a augmenté, selon les IC, dans 20% des localités évaluées qui se trouvent dans les départements de Bankilaré et d'Ayerou, ce qui impacte la majorité de la population car le céréale est le principal aliment consommé dans l'ensemble des départements. L'augmentation des prix est due, entre autres, en raison de l'offre qui a été faible au cours de l'année et de l'évolution de la crise sécuritaire dans ces départements.

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté le nombre de repas moyen consommés par jour chez la majorité des enfants de 6 à 24 mois :

1 repas	45%
2 repas	42%
3 repas	9%
Plus de 3 repas	2%

Proportion de localités par nombre de repas moyen consommés par jour chez la majorité des personnes de plus de 24 mois :

1 repas	7%
2 repas	62%
3 repas	27%
Plus de 3 repas	5%

4 principales sources de nourriture au cours du dernier mois les plus citées par les IC, par proportions de localités :

Propre production (culture)	85%
Acheté avec de l'argent	11%
Propre production (bétail)	2%
Pas de concensus	2%

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à un marché à distance de marche[7] au cours du dernier mois :

79%	Oui
21%	Non

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté une augmentation du prix des céréales[14] au cours du dernier mois :

20%	Oui
76%	Non
4%	Autre

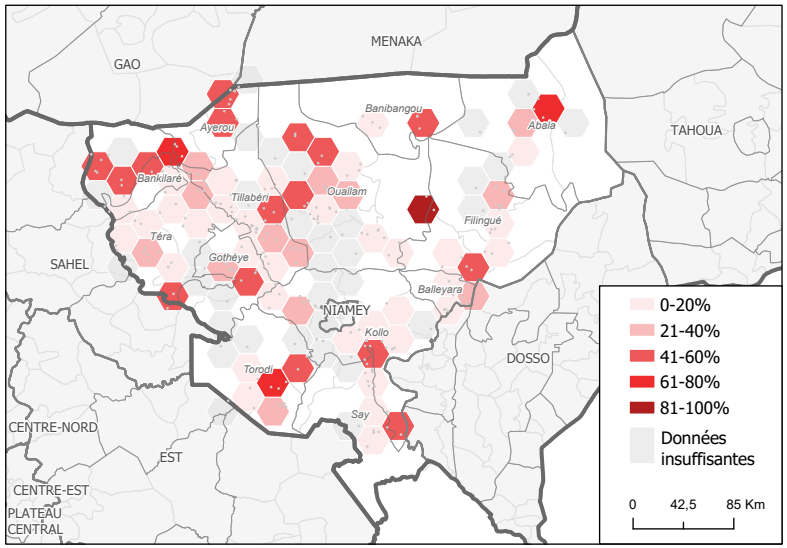
[13] UNOCHA. Niger : 2019, Aperçu des besoins humanitaires. Novembre 2018

[14] Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapportées avoir eu accès à un marché à distance de marche au cours du derniers mois

Moyens de subsistance

Les IC ont rapporté que dans 26% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans le département d'Ayerou (64%) et plus faible dans le département de Balleyara (9%).

Pourcentage de localités évaluéesdans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois :



- L'évolution de la situation climatique et sécuritaire dans la région constituent des facteurs prépondérants pour expliquer que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens d'existence habituels. En effet, dans 34% des localités évaluées, les IC ont indiqué ne pas avoir accès à la terre pour cultiver au cours du dernier mois, avec une grande majorité dans le département de Kollo (90%). Les IC ont indiqué que l'insécurité et/ou la mauvaise saison agricole passée étaient les principales raisons au non accès aux terres, dans 27% des localités évaluées, avec une forte proportion dans les départements de Banibangou et de Balleyara. Les données récoltées indiquent que la majorité de la population du département d'Ayerou avait le moins accès à ses moyens d'existence habituels au cours du dernier mois, à la fois dû au manque d'accès aux terres, à l'insécurité et également aux non accès aux marchés pour vendre ses produits (culture et/ou bétail). En effet, depuis 2018, les groupes armés en provenance du Mali ont considérablement réduit l'accès des paysans à leurs champs de même que l'accès des éleveurs aux zones de pâturage[13].
- Les IC ont indiqué que dans 49% des localités évaluées, l'activité de subsistance que la majorité de la population ne pouvait plus réaliser en raison des perturbations sécuritaires au cours du dernier mois était l'agriculture pour la consommation personnelle. La plus grande proportion est dans le département de Gotheye (80%). La seconde activité qui n'a plus été pratiquée est l'élevage de bétail, dans 30% des localités évaluées. Selon les données récoltées, toutes les localités évaluées dans le département de de Balleyara semblent touchées par cela alors que la proportion semble très faible dans le département de Bankilaré. La troisième activité de subsistance la plus affectée est le travail journalier qui n'était plus pratiqué dans 25% des localités évaluées. La plus forte proportion est dans les départements de Balleyara, Ayerou et Tillaberi.
- Les IC ont indiqué que la majorité de la population n'avait pas accès au matériel agricole au cours du dernier mois dans 65% des localités évaluées. La quasi totalité des localités évaluées des départements d'Ayerou et de Banibangou n'avaient pas accès au matériel agricole selon les IC. Dans 57% des localités évaluées, des IC ont indiqué que la majorité de la population, n'avait pas accès aux semences, avec la plus grosse proportion dans le département d'Ayerou (73%), et la plus petite dans le département de Banibangou (29%). Les terres cultivables n'ont pas été accessibles pour la majorité de la population dans 6% des localités évaluées, majoritairement dans le département d'Ayerou (36%).

4 principales raisons pour lesquelles la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois selon les IC, par proportion de localités[15] :

Terre pour cultiver	34%
Autre (Insécurité/mauvaise saison)	27%
Marché pour vendre	12%
Cours d'eau pour pêcher	8%

Proportion de localités n'ayant pas eu accès aux éléments suivants au cours du dernier mois selon les IC :

Matériel agricole	65%
Semences	57%
Terres cultivables	6%
Bétail	2%

4 activités de subsistance les plus souvent citées par les IC que la majorité de la population réalisait au cours du dernier mois, par proportion de localités[10] :

Agriculture (autoconsommation)	88%
Elevage de bétail	64%
Agriculture pour vente	36%
Vente au marché / commercant	23%

4 activités de subsistance les plus souvent citées par les IC que la majorité de la population ne pouvait plus réaliser en raison des perturbations au cours du dernier mois, par proportion de localités[10] :

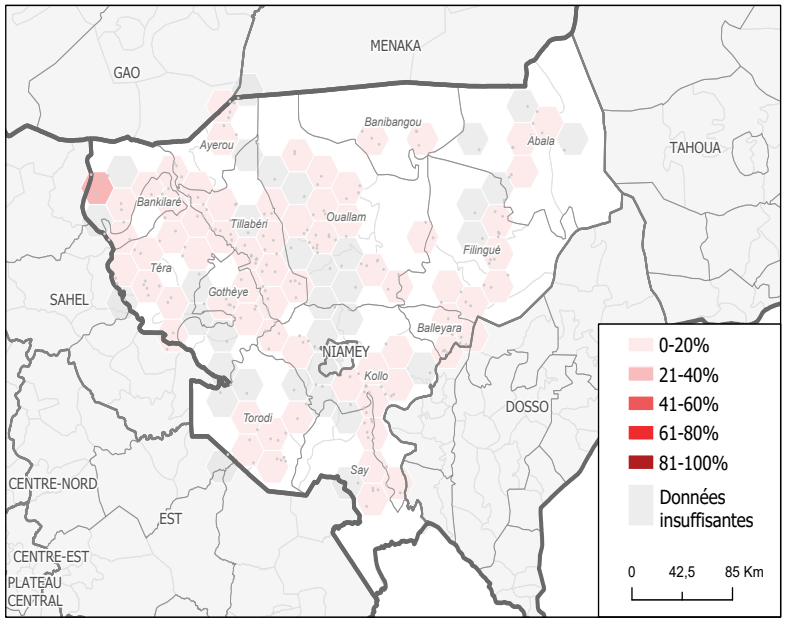
Agriculture (autoconsommation)	49%
Elevage de bétail	30%
Travail journalier	25%
Agriculture pour vente	18%

[15] Cette question a été adressée aux localités ayant rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du dernier mois.

Abris et biens non alimentaires

Les IC ont rapporté que dans 58% des localités évaluées dans lesquelles les PDI sont présents, la majorité disposait d'un abri précaire[16] au cours du dernier mois. Les proportions les plus élevées sont dans les départements de Banibangou et d'Ayerou.

Pourcentage de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité des PDI disposait d'un abri précaire au cours du dernier mois :



- Au vu des résultats, tandis que la majorité de la population vivaient dans des structures permanentes au cours du dernier mois dans 84% des localités évaluées, la majorité des PDI vivaient dans des structures permanentes dans 37% des localités évaluées dans lesquelles ils étaient présents. Quant à la majorité des réfugiés, dans 40% des localités évaluées dans lesquelles ils étaient présents, ils vivaient dans des structures en paille et dans 20% des localités évaluées, ils vivaient dans des structures permanentes.
- Les IC ont indiqué que des abris ont été détruits au cours du dernier mois dans 24 % des localités évaluées, majoritairement dans le département de Kollo (dans 49% des localités du département). Les inondations sont la principale cause de destruction dans 82% des localités évaluées selon les IC. A l'exception des localités du département d'Ayerou, toutes les autres localités évaluées des autres départements ont été touchées à plus de 50%. La seconde cause de destructions rapportée sont les attaques et les combats, majoritairement dans le département de Fillingue (dans 50% des localités évaluées du département).
- La destruction d'abris est très préoccupante d'autant plus que selon les données récoltées, les populations manquent de plusieurs matériaux de construction. La tôle, cité le plus de fois par les IC, est indisponible dans 40% des localités évaluées. L'un des départements les plus touchés est celui de Tillabéri. Dans 30% des localités évaluées, les IC ont indiqué que le matériaux manquant était le bois de construction et dans 25% et dans 23% réciproquement pour la paille et la bâche en plastique.
- Selon les participants aux groupes de discussion, les besoins en biens non alimentaires sont pour la majorité couverts grâce à la disponibilité des produits dans les marchés. Cependant la moustiquaire est le produit BNA qui semble être le moins disponible dans 57% des localités évaluées, majoritairement dans le département de Banibangou. Le manque de moustiquaire peux rendre les populations plus vulnérables face aux épidémies de paludisme. Les produits manquants dans l'ensemble des localités évaluées sont ensuite les couvertures en période de saison froide (52%), les nattes (44%) et le savon (37%).
- Les IC ont indiqué qu'il n'y a pas eu de distribution de BNA dans 86% des localités évaluées, et ce majoritairement dans le département d'Ayerou. Selon les groupes de discussion, les marchés étaient les principales fournisseurs de BNA dans l'ensemble des localités des départements de l'évaluation.

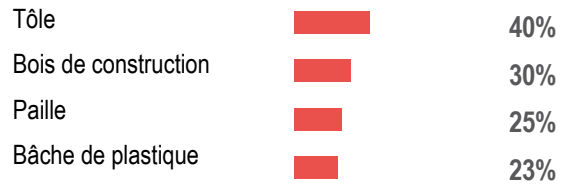
Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté la destruction des abris au cours du dernier mois[17] :

24%	Oui
74%	Non

4 principales raisons expliquant la destruction des abris au cours du dernier mois[18] selon les IC, par proportions de localités :

Inondations	82%
Attaques/combats	7%
Autre	7%
Incendie	1%

4 matériaux de construction les plus cités par les IC comme étant non disponibles pour la majorité de la population au cours du dernier mois selon, par proportion de localités :



Tôle	40%
Bois de construction	30%
Paille	25%
Bâche de plastique	23%

4 biens non alimentaires les plus cités par les IC comme étant non disponibles pour la majorité de la population au cours du dernier mois, par proportion de localités :

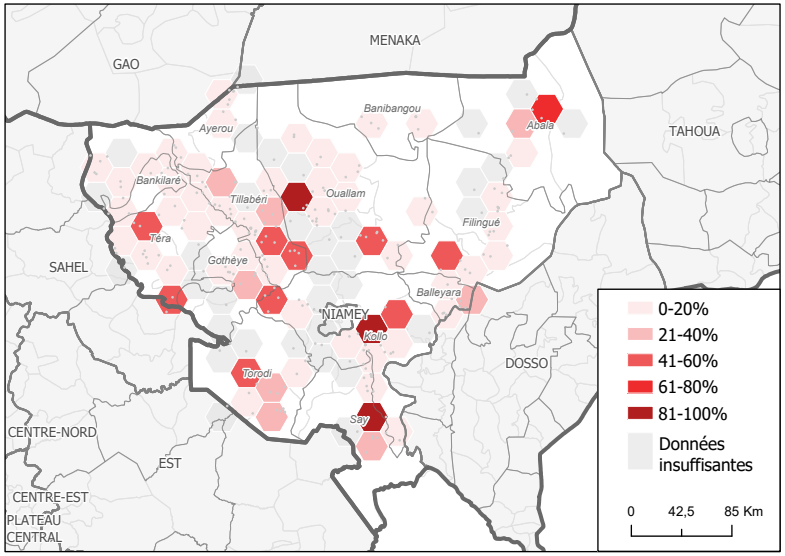
Moustiquaire	57%
Couverture	52%
Natte	44%
Savon	37%

[16] Abri précaire : tente d'urgence, tente de fortune, structure en paille, bâtiment communautaire
[17] Les pourcentages ont été arrondis au nombre entier ce qui explique que le total ne soit pas exactement égal à 100, à 1% ou 2% près.
[18] Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté une destruction des abris au cours du dernier mois.

Eau, hygiène et assainissement

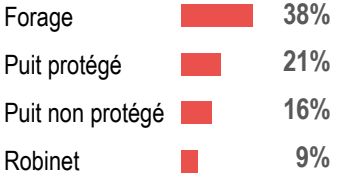
Les IC ont rapporté que dans **21%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à un point d'eau amélioré[19] à distance de marche[6] au cours du dernier mois. Ces proportions sont les plus élevées dans les départements d'Ayerou **(45%)** et de Tillaberi **(26%)**.

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à un point d'eau amélioré à distance de marche[10] au cours du dernier mois :

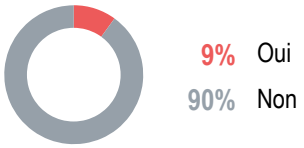


- Bien que l'eau potable ne soit pas présente partout sur le territoire[20], dans 80% des localités, la majorité de la population avait accès à une source d'eau à moins de 30 min de chez eux. Il semble que seul 2% des localités ont accès à une source d'eau à au moins plus d'une heure de marche, majoritairement dans le département d'Abala. Les populations indiquent cependant que les différentes sources hydrauliques ne couvrent pas l'ensemble des besoins. En effet, selon les groupes de discussion, il est courant que les points d'eau soient généralement utilisés à la fois par les populations mais aussi son cheptel. La présence du bétail à proximité des sources peut altérer la qualité de l'eau pour les populations. De plus, les populations peuvent avoir de long temps d'attente à la source, attendant que les troupeaux ne repartent.
- Les IC ont rapporté que la majorité de la population n'a pas pu atteindre son point d'eau préféré pour des raisons de sécurité au cours du dernier mois dans 9% des localités évaluées. La plus grand nombre de localités touchées concernées se trouvent dans les départements d'Ayerou et de Torodi. Par conséquent, ces populations se tournent alors vers d'autres sources d'eau à proximité, telles que les eaux de surfaces. Ces dernières, majoritairement non potables, peuvent provoquer davantage de maladies chez la population.
- Les ICs ont indiqué que 68% des localités évaluées ne pouvaient pas utiliser des latrines. Les plus grandes proportions sont dans les départements d'Ayerou et de Balleyara (91%), et la plus faible dans le département de Bankilaré (54%). La principale raison est qu'aucune n'est disponible (dans 76% des localités évaluées), majoritairement dans les départements de Kollo, d'Ayerou et de Balleyara. Selon les participants aux groupes de discussion, une partie de la population préfère la défécation à l'air libre plutôt que de construire des latrines. De plus, par manque de moyens, l'investissement pour la construction des latrines n'est pas une priorité pour la majorié des populations des localités évaluées.
- Les populations semblent être confrontées au manque de sensibilisation à l'hygiène. Le savon est la méthode la plus utilisée par la majorité de la population pour le lavage des mains dans seulement 23% des localités évaluées. Les plus faibles proportions de localités à utiliser du savon avec de l'eau sont dans les départements de Balleyara et d'Ayerou. Selon les IC, dans 69% des localités évaluées, les mains sont principalement lavées avec de l'eau, avec une forte proportion dans le département d'Ayerou (82%). Les populations qui ne se lavent pas les mains avec du savon sont davantage exposées aux risques sanitaires.

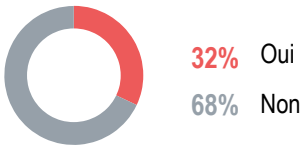
4 principales sources d'eau de boisson, par proportion de localités, selon les IC :



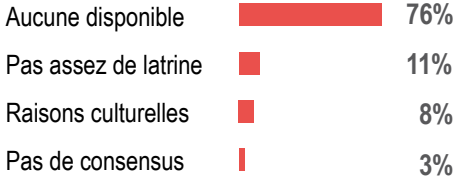
Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que des personnes n'ont pas pu atteindre leur point d'eau préféré pour des raisons de sécurité au cours du dernier mois[17] [21] :



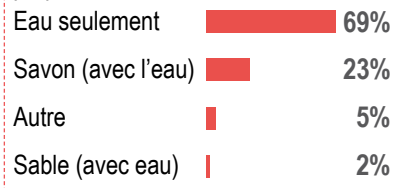
Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à des latrines au cours du dernier mois :



4 principales raisons, selon les IC, pour lesquelles une partie de la population n'utilisait pas de latrines au cours du dernier mois, par proportion de localités[22] :



4 principales méthodes de lavage des mains les plus utilisées au cours du dernier mois selon les IC, par proportion de localités :



[19] Les forages, mini AEP, bornes fontaines, robinets et puits protégés sont considérés comme des points d'eau améliorés, définis comme les points d'eau ayant le potentiel de fournir une eau propre à la conso mation du fait de leur conception ou construction (définition élaborée à partir du site https://washdata.org/monitoring/drinking-water).

[20] UNOCHA. Niger : 2019, Aperçu des besoins humanitaires. Novembre 2018

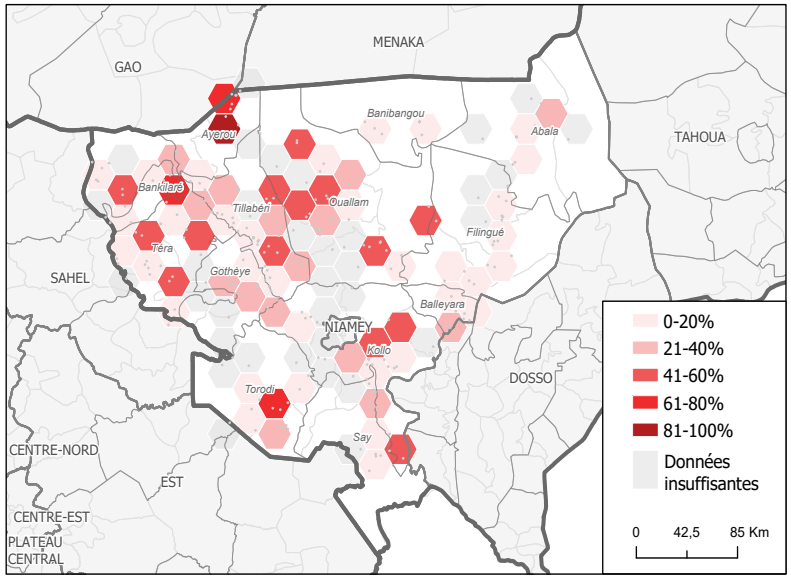
[21] Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à un point d'eau amélioré à distance de marche au cours du dernier mois.

[22] Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des latrines au cours du dernier mois.

Santé et nutrition

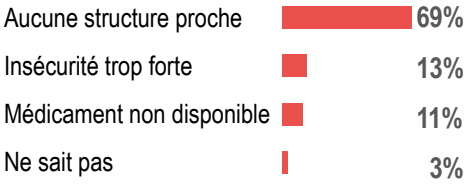
Les IC ont rapporté que dans **22%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé à distance de marche[6] au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans les départements d'Ayerou **(73%)** et de Bankilaré **(23%)**.

Pourcentage de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours du dernier mois :

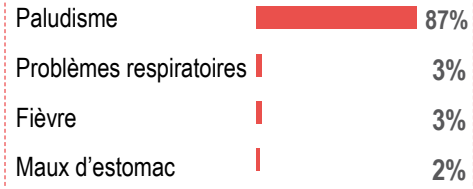


- La santé est un des secteurs les plus touchés dans la région de Tillabéri. La principale barrière à l'accès aux services de santé est le manque d'infrastructure à distance de marche[6] dans 69% des localités évaluées dans la région de Tillabéri et dans quasiment toutes les localités évaluées des départements de Balleyara et de Torodi. Dans 13% des localités évaluées, les IC ont indiqué que l'accès aux services de santé était limité au cours du dernier mois par l'insécurité, majoritairement dans le département d'Ayerou (63%). Dans 11% des localités évaluées, les IC ont indiqué que la troisième barrière à l'accès aux services étaient le manques de médicament disponibles dans les centres.
- Tandis que l'accès aux services de santé est limité, des dispositifs de référence sont mis en place. Dans 86% des localités évaluées, les IC ont indiqué qu'il existait des dispositifs de référence d'urgence permettant la prise en charge des personnes malades critiques au cours du dernier mois. La plus faible proportion est dans le département d'Ayerou (18%) et de Torodi (32%), en raison, entre autre, de la forte insécurité dans les zones qui a touché le secteur le dernier mois.
- Les IC ont indiqué une hausse du taux de décès au cours du dernier mois dans 37% des localités évaluées, majoritairement dans les départements de Kollo (56%) et de Balleyara (55%). Le nombre de décès n'a en revanche pas particulièrement haussé dans les départements de Bankilare (8%) et Banibangou (0%). Les principales causes sont le paludisme (86%), les causes naturelles (5%) et les conflits (4%). Pour le département d'Ayerou, les conflits sont la raison principale dans 40% des localités évaluées selon les IC. La faible couverture sanitaire initiale, le départ des centres de santé du personnel soignant suite à l'insécurité et l'indisponibilité et la chereté des médicaments pourrait être un frein à une réponse appropriée selon les participants aux groupes de discussion.
- Des IC ont rapporté qu'il y a eu des programmes nutritionnels à distance de marche au cours du dernier mois dans 52% des localités évaluées, avec une proportion forte dans le département de Balleyara (91%), alors que la proportion la plus faible était dans le département d'Ayerou (18%). Selon les IC, malgré l'existence de programmes nutritionnels dans plus de la moitié des localités évaluées, certains programmes n'ont pas pu se réaliser au cours du dernier mois notamment en raison de la forte insécurité dans la zone. Les types de programmes nutritionnels les plus souvent mentionnés par les IC sont: la prise en charge de la malnutrition modérée des enfants (dans 86% des localités évaluées), la prise en charge de la malnutrition sévère des enfants (80%) et la prise en charge de la malnutrition sévère des mères enceintes (50%).

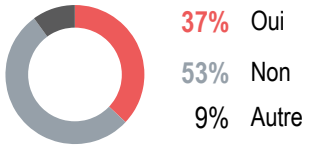
4 principales barrières à l'accès aux services de santé au cours du dernier mois selon les IC, par proportion de localités[23] :



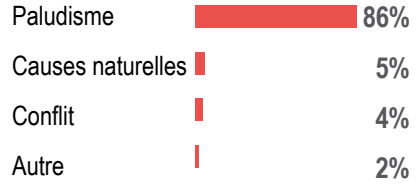
4 principaux problèmes de santé ayant affecté une majorité de la population au cours du dernier mois selon les IC, par proportion de localités :



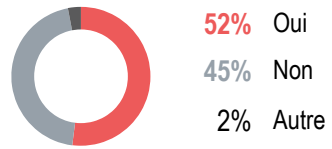
Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté une hausse du nombre de décès au cours du dernier mois[24][26] :



4 principales causes de la hausse du nombre de décès au cours du dernier mois selon les IC, par proportion de localités[24] :



Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de programmes nutritionnels à distance de marche au cours du dernier mois[25][26] :

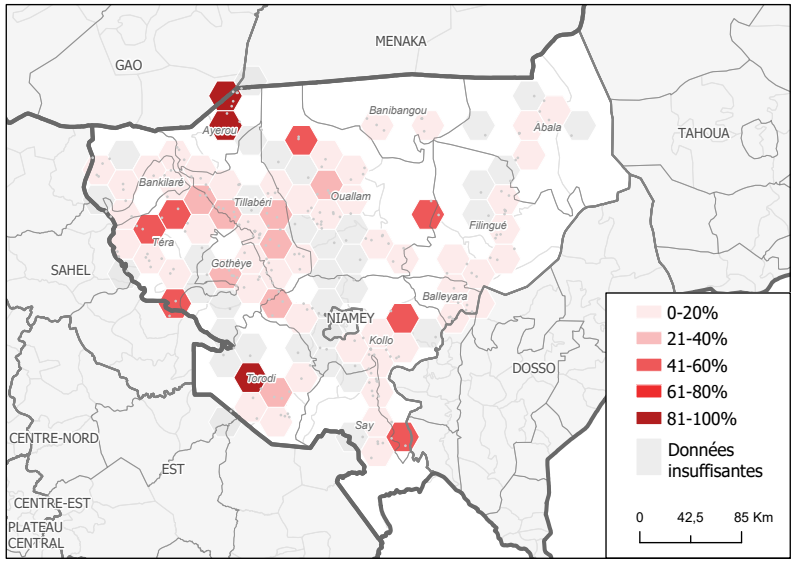


[23] Pourcentage calculé sur le total des localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours du dernier mois.
[24] Pourcentage calculé sur le total des localités évaluées ayant rapporté une hausse du nombre de décès au cours du dernier mois.
[25] Pourcentage calculé sur le total des localités ayant rapporté que des programmes nutritionnels étaient accessibles à distance de marche de la localité.
[26] Les pourcentages ont été arrondis au nombre entier ce qui explique que le total ne soit pas exactement égal à 100, à 1% près.

Education

Les IC ont rapporté que dans **12%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche[6] au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans les départements d'Ayerou **(73%)** et de Torodi **(32%)**.

Pourcentage de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours du dernier mois :



- Au vue des résultats, les barrières à l'éducation sont multiples dans la région de Tillabéri. Premièrement, dans 36% des localités évaluées, les IC ont indiqué que la majorité de la population n'a jamais eu d'infrastrures scolaires à proximité. Deuxièmement, dans 30% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès aux services éducatifs au cours du dernier mois en raison des problèmes sécuritaires. En effet, dans 80% des localités évaluées dans le département de Ouallam et dans 50% des localités évaluées du département d'Ayerou, la principale raison des difficultés d'accès était le probléme sécuritaire. De plus, dans 12% des localités évaluées, les IC ont indiqué que la principale raison était la destruction des infrastructures durant une attaque au cours du dernier mois. C'est dans le département de Torodi que cette raison a été le plus citée par les IC dans 67% des localités évaluées du département.
- Selon les données récoltées, aucune fille de 6-17 ans n'était scolarisée ou n'est allée à l'école au cours du dernier mois dans 12% des localités évaluées, majoritairement dans le département d'Ayerou (73%). Dans 25% des localités évaluées, des IC ont indiqué que moins de la moité des filles ne pas suivaient un cursus scolaire au cours du dernier mois, principalement dans le département de Bankilaré (38%). Selon les IC, la raison principale qui empêche les filles d'aller à l'école, dans 24% des localités évaluées, est le travail à la maison, notamment dans le département de Torodi. La seconde raison est le mariage précoce et/ou forcé (dans 20% des localités évaluées) surtout à Banibangou et Bankilaré. Les moyens financiers sont également une barrière à la scolarisation dans 14% des localités évaluées selon les IC.
- Les IC ont indiqué qu'aucun garçon de 6-17 ans n'était scolarisé ou n'avait suivi les cours dans 12% des localités évaluées au cours du dernier mois, majoritairement dans le département d'Ayerou (73%). Moins de la moitié des garçons n'ont suivi un cursus scolaire au cours du dernier mois, dans 19% des localités évaluées, surtout dans le département de Bankilaré. Selon les IC, la raison principale est que les garçons doivent travailler en dehors de la maison (dans 51% des localités évaluées). Toutes les localités évaluées sont touchées par cette raison dans le département de Banibangou, ainsi que la majorité des localités évaluées du département de Bankilare (83%). Tandis que dans 16% des localités évaluées, les IC ont indiqué que les parents ne pouvaient pas payer les frais annexes à la scolarisation. Les départements les plus touchés par ce manque de moyens sont Tillabéri et Bankilaré.

Proportion de localités évaluées en fonction de la proportion de filles de 6-17 ans scolarisées et suivant les cours du dernier mois selon les IC :

Tous	7%
Plus de la moité	44%
La moitié	5%
Moins de la moitié	25%

4 raisons les plus citées pour lesquelles les filles n'étaient pas scolarisées ou ne suivaient pas les cours régulièrement au cours du dernier mois selon les IC, par proportion de localités[27] :

Les enfants doivent travailler à la maison	24%
Mariage précoce/forcé	20%
Les parents ne peuvent pas payer l'inscription	14%
Les enfants doivent travailler hors de la maison	7%

Proportion de localités évaluées en fonction de la proportion de garçons de 6-17ans scolarisés et suivant les cours du dernier mois selon les IC :

Tous	7%
Plus de la moité	51%
La moitié	6%
Moins de la moitié	19%

4 raisons les plus citées pour lesquelles les garçons n'étaient pas scolarisés ou ne suivaient pas les cours régulièrement au cours du dernier mois selon les IC, par proportion de localités[28]:

Les enfants doivent travailler hors de la maison	51%
Les parents ne peuvent pas payer l'inscription	16%
Les enfants doivent travailler à la maison	11%
Pas de consensus	11%

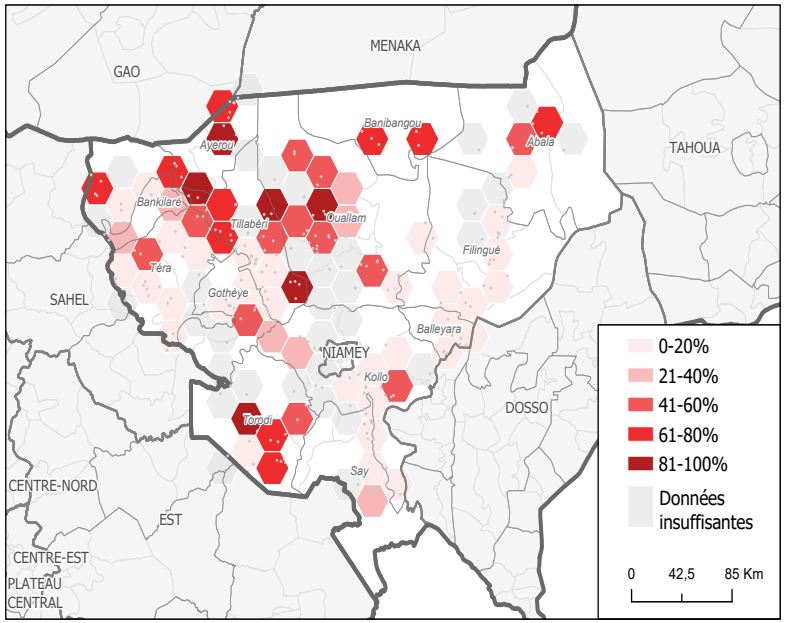
[27] Pourcentage calculé sur le total des localités évaluées ayant rapporté qu'au moins une partie des filles de 6-17 ans n'était pas scolarisée ou ne suivait pas les cours régulièrement au cours du dernier mois.

[28] Pourcentage calculé sur le total des localités évaluées ayant rapporté qu'au moins une partie des garçons de 6-17 ans n'était pas scolarisée ou ne suivait pas les cours régulièrement au cours du dernier mois.

Protection

Les IC ont rapporté que dans **34%** des localités évaluées, la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans les départements d'Ayerou **(82%)** et de Banibangou **(71%)**.

Pourcentage de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours du dernier mois:



- Le sentiment d'insécurité est présent dans toutes les localités évaluées mais semble plus généralisé dans la majorité des localités évaluées dans le centre et à proximité des frontières vec le Mali et le Burkina Faso. La majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité dans 82% des localités évaluées du département d'Ayerou, dans 71% des localités évaluées du département de Banibangou et dans 63% de celles du département de Torodi. Dans 21% des localités évaluées du département de Torodi, les IC ont rapporté qu'il ya eu des incidents durant lesquels des maisons ont été pillées durant le dernier mois ainsi que des civils tués ou gravement blessés. Dans le département d'Ayerou, les IC ont signalé des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou blessés dans 36% des localités évaluées.
- Les populations ont de multiples préoccupations en termes de protection. Dans la majorité des localités évaluées, la principale préoccupation des femmes, des hommes et des garçons de moins de 18 ans (12%,10% et 16%), est la violence par un groupe armé. Le sentiment d'insécurité (la peur de menaces, d'extorsion et les vols avérés de bétail) a notamment poussé des populations à partir de leur lieu d'habitation. Au vu des résultats, pour les filles de moins de 18 ans, les filles sont principalement confrontées aux mariages précoces (16%), aux violences sexuelles (9%) et viennent ensuite les appréhensions des violences de groupe armé et d'enlèvements (7%).
- Les données collectées indiquent que la présence de populations déplacées ne semble pas être très négativement perçue dans les localités d'acceuil. En effet, la relation entre les déplacés et la communauté locale a été rapportée par les IC comme majoritairement bonne (dans 79% des localités évaluées) au cours du dernier mois. Même si elle semble neutre dans 11 % des localités évaluées, majoritairement dans les localités de Torodi (33%) et de Tillaberi (14%), la relation semble rester fragile dans 5 % des localités évaluées.
- Des IC ont indiqué qu'il y a eu la présence de mineurs non-accompagnés au cours du dernier mois dans 21% des localités évaluées, avec une forte présence de mineurs-non accompagnés dans le département d'Abala, dans 46% des localités évaluées.

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des maisons ont été pillées au cours du dernier mois :

9% Oui
90% Non
1% Autre

Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés au cours du dernier mois :

11% Oui
88% Non
1% Autre

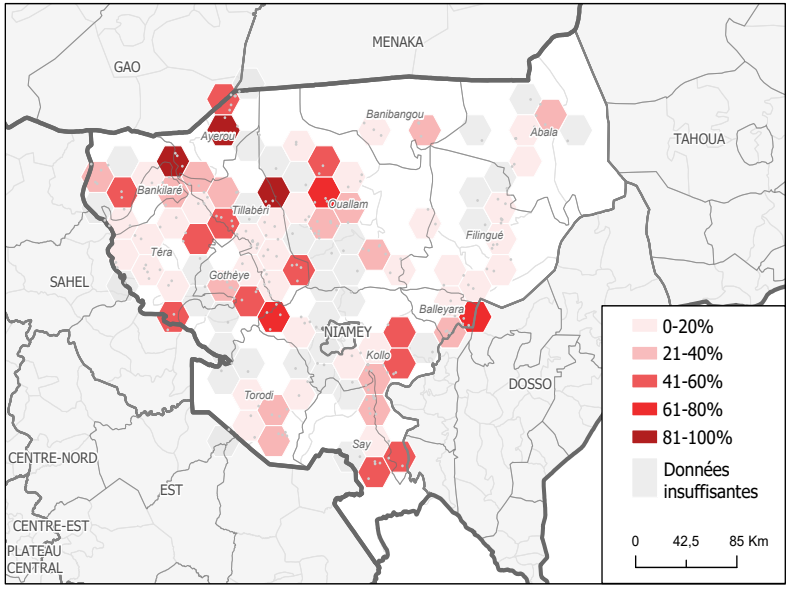
3 préoccupations principales au cours du dernier mois pour chaque groupe démographique, rapportées par les IC, par pourcentage de localités :

		1	2	3
	Femmes	Violence par un groupe armé	Mariage précoce	Violence sexuelle
	Filles	Mariage précoce	Violence sexuelle	Violence par un groupe armé
	Hommes	Violence par un groupe armé	Vol de bétail	Enlèvement/recrutement forcé
	Garçons	Violence par un groupe armé	Vol de bétail	Harcélements/menaces/ enlèvement

Communication

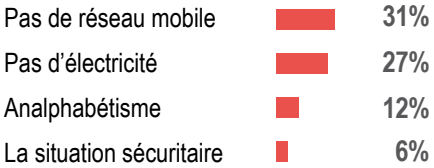
Les IC ont rapporté que dans 27% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'informations sur l'assistance humanitaire au cours du dernier mois. Cette proportion est plus élevée dans le département d'Ayerou (73%) et plus faible dans le département de Banibangou (14%).

Pourcentage de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations quant à l'aide humanitaire disponible dans la zone au cours du dernier mois :



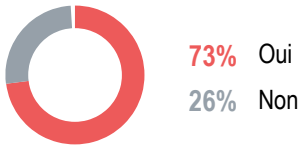
- Selon les IC, plusieurs raisons expliquent les difficultés d'accès à l'information sur l'assistance humanitaire. La première raison est la mauvaise couverture de réseau mobile, majoritairement dans le département de Tillabéri (50%). La deuxième raison est le manque d'electricité avec une forte proportion dans les départements de Kollo et d'Ayerou. Les informations ne semblent pas non plus être facilement accessibles car avec un taux d'alphabetisation proche des 29% au Niger (Institut National de la statistique au Niger, 2017), les IC ont indiqué que l'information diffusée uniquement de manière écrite ne permettait pas à la majorité de la population de la comprendre.
- La station de radio reste la principale source d'information pour la majorité de la population dans 60% des localités évaluées selon les IC, et première source dans chaque département à l'exception du département d'Ayerou où la principale source d'information est la conversation en personne. La seconde source d'information la plus utilisée est l'appel téléphonique dans 15% des localités évaluées, probablement en raison de la mauvaise couverture du réseau mobile.
- Le principal pourvoyeur d'information pour la majorité de la population semble être les proches et la famille dans 52% des localités évaluées selon les IC. Au vue des résultats, les deuxièmes pourvoyeurs d'information sont les leaders communautaires et religieux dans 27% des localités évaluées. C'est dans le département de Banibangou que la proportion est la plus forte (57%).
- En raison d'un manque d'accès à l'information humanitaire, cette dernière est le type d'information jugé le plus utile selon les IC, pour la majorité de la population dans 87% des localités évaluées. En effet, et ce dans la majorité des localités évaluées des départements. Cela pourrait s'expliquer, également par le grand nombre de besoins humanitaires qu'ont les populations (cf p. 12). En raison, entre autres, d'une faible et mauvaise couverture téléphonique, la majorité de la population ne semble pas toujours bien informée de la situation de leurs proches qui se trouvent dans des localités différentes. En effet, dans 3% des localité évaluées, les IC ont indiqué que la situation de la famille était le type d'information jugée la plus utile.

4 principales raisons selon les IC expliquant l'accès limité aux à l'information sur l'assistance humanitaire au cours du dernier mois, par proportion de localités[29] :

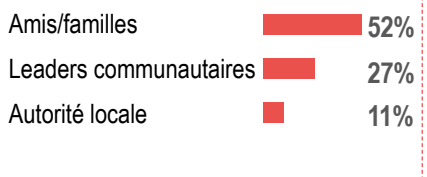


4 principales sources d'information utilisées par la majorité de la population au cours du dernier mois selon les IC, par proportion de localités :

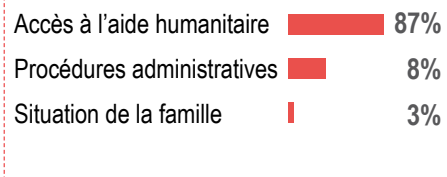
Proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que le réseau mobile était disponible au cours du dernier mois[26]:



3 principaux pourvoyeurs d'information générale pour la majorité de la population au cours du dernier mois selon les IC, par proportion de localités :



3 principaux types d'information jugés plus utiles pour la population au cours du dernier mois selon les IC, par proportion de localités :



[29] Pourcentage calculé sur le total des localités évaluées ayant rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations quant à l'aide humanitaire disponible dans la zone au cours du dernier mois.

Assistance humanitaire

Les IC ont rapporté que dans **86%** des localités évaluées, la majorité de la population avait à la fois besoin d'assistance en **sécurité alimentaire** majoritairement dans le département d'Ayerou (dans 82% des localités évaluées)**,** en **EHA** majoritairement dans le département de Bankilaré (dans 23% des localités évaluées), en **protection** majoritairement dans le département de Banibangou (dans 43% des localités) et en **santé** majoritairement dans le département de Torodi (dans 21% des localités évaluées).

Départements	Sécurité alimentaire	Moyens de subsistance	EHA	Santé	BNA	Abris	Protection	Education	Nutrition	Cash sans conditions	Autre	NC / NSP / NSR	Aucune
Ayerou	82%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	18%	0%
Balleyara	64%	9%	0%	9%	0%	0%	0%	9%	0%	0%	0%	9%	0%
Banibangou	14%	14%	0%	14%	0%	0%	43%	0%	0%	0%	0%	14%	0%
Bankilare	31%	8%	23%	8%	0%	0%	8%	15%	0%	0%	0%	8%	0%
Kollo	67%	8%	10%	3%	3%	0%	3%	5%	0%	0%	0%	3%	0%
Tillabéri	43%	10%	17%	10%	0%	0%	10%	5%	0%	0%	0%	7%	0%
Torodi	58%	0%	5%	21%	0%	5%	11%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

La situation humanitaire s'est détériorée dans la région de Tillabéri pour de multiples raisons au cours de l'année 2019. Les départements ont été touchés par les aléas climatiques qui ont provoqué des inondations mais également un manque de pluviométrie durant la saison des pluies qui a impacté directement a dernière récolte. De plus, l'accès humanitaire est resté limité en raison de l'imprévisibilité des conditions de sécurité et des dégâts causés aux infrastructures. Les violences avérées ont provoqué un sentiment d'insécurité généralisé qui a incité des populations à se déplacer et également au personnel des centres de santé à fuir les infrastructures. Des populations ont dû s'adapter à leur environnement changeant car elles n'avaient plus accès à leurs activités de moyens de subsistance habituels, elles ont dû même modifier leurs habitudes alimentaires. C'est pourquoi, dans 55% des localités évaluées, les IC ont indiqué que la majorité de la population avait surtout des besoins en sécurité alimentaire. Les résultats constatés dans les autres secteurs d'intervention humanitaire montrent également un important besoin d'interventions notamment dans les secteurs de l'EHA, de la protection et de la santé.

Informations additionnelles

En plus de cet aperçu de la population, les autres produits relatifs à ce suivi qui ont été publiés sont les suivants :

- *REACH. Rapport. Analyse préliminaire de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Octobre 2019.*
- *REACH. Factsheet. Evaluation des localités difficiles d'accès dans la zone Trois frontières. Niger. Région de Tillabéri. Novembre 2019.*
- *REACH. Factsheet. Evaluation des localités difficiles d'accès dans la zone Trois frontières. Mali. Région de Mopti. Novembre 2019.*
- *REACH. Factsheet. Evaluation des localités difficiles d'accès dans la zone Trois frontières. Burkina Faso. Région du Sahel. Novembre 2019.*
- *REACH. Factsheet. Evaluation des localités difficiles d'accès dans la zone Trois frontières. Bukina Faso. Région du Centre-Nord. Novembre 2019.*
- *REACH. Aperçu de la situation. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. SAHEL. Novembre 2019.*
- *REACH. Aperçu de la situation. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Mali. Novembre 2019.*
- *REACH. Aperçu de la situation. Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Bukina Faso. Novembre 2019.*